



**PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE**

Direction départementale  
des territoires

Service eau-environnement

Cellule prévention des pollutions et ressources

Affaire suivie par P. BEL  
tél. : 04 50 33 77 47  
ddt-assainissement@haute-savoie.gouv.fr

Annecy, le 10 octobre 2018

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE**  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**ARRÊTÉ n° DDT-2018-1688**

**Réhabilitation/extension de la station d'épuration des eaux usées de l'agglomération de Bonneville (53 200 EH – Milieu récepteur : l'Arve)**

**Autorisation unique au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement, en application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014**

**Communes de BONNEVILLE, SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY**

VU La directive n° 91/271/CEE du 21 mai 1991 modifiée relative à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

VU la directive n° 2000/60/CEE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CEE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement, notamment son article R214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R214-6 à R214-31 relatifs aux dispositions applicables aux opérations soumises à autorisation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2014-751 du 1<sup>er</sup> juillet 2014 d'application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non-collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;



VU l'arrêté préfectoral n° DDE 003 du 5 janvier 2000 relatif à l'autorisation d'extension de la station d'épuration et de rejet dans l'Arve des effluents traités ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2016-1950 du 26 décembre 2016 complétant l'arrêté préfectoral n° DDE 003 du 5 janvier 2000 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2018-619 du 26 février 2018 portant ouverture de l'enquête publique entre le 19 mars et le 23 avril 2018 inclus, dans les communes de BONNEVILLE et SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY ;

VU la note technique du 12 août 2016 relative à la recherche de micro-polluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 3 décembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Arve approuvé le 23 juin 2018 ;

VU la demande présentée par la Régie Intercommunale de Traitement des Eaux (RITE) de Bonneville, sise 15 rue du Bois des Tours, 74130 BONNEVILLE, représentée par monsieur Jean-Pierre MERMIN, son président, en vue d'obtenir l'autorisation unique pour la réhabilitation/extension de la station d'épuration de la région de Bonneville, sur les communes de BONNEVILLE et SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY ;

VU l'accusé de réception du dossier de demande d'autorisation du 7 février 2017 ;

VU l'ensemble des pièces du dossier de la demande susvisée ;

VU les demandes de compléments adressées au pétitionnaire les 4 avril et 15 juin 2017 ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire le 16 octobre 2017 ;

VU l'avis de l'autorité environnementale du 25 janvier 2018 ;

VU les autres avis reçus suite aux consultations réalisées ;

VU la décision du 9 février 2018 du tribunal administratif de Grenoble relative à la désignation d'un commissaire-enquêteur ;

VU le rapport et les conclusions de commissaire-enquêteur du 23 mai 2018 ;

VU le courriel du 12 juillet 2018 adressé au pétitionnaire pour observation sur le projet d'arrêté d'autorisation, et sa réponse du 24 juillet 2018 ;

VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires du 30 août 2018 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Haute-Savoie le 29 septembre 2018 ;

**CONSIDÉRANT** que la réhabilitation/extension de la STEP intercommunale de Bonneville, sur les communes de BONNEVILLE, SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY, faisant l'objet de la demande, est soumise à autorisation préfectorale unique au titre de l'ordonnance n° 2014-619 susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que le déclarant, sollicité pour avis sur le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions particulières complétant les prescriptions de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 susvisé, a émis des observations dont certaines ont été prises en compte ;

**SUR** proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE I - OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1 : bénéficiaire de l'autorisation**

La Régie Intercommunale de Traitement des Eaux (RITE) de Bonneville, sise 15 rue du Bois des Tours, 74130 BONNEVILLE, représentée par monsieur Jean-Pierre MERMIN, son président, est bénéficiaire de l'autorisation unique définie à l'article 2 ci-dessous, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, et est dénommée ci-après le bénéficiaire.



## **Article 2 : objet de l'autorisation**

La présente autorisation unique pour la réhabilitation et l'extension de la station d'épuration de la région de Bonneville, sur les communes de BONNEVILLE, SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY, tient lieu d'autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement.

## **Article 3 : caractéristiques et localisation**

Les travaux de réhabilitation et d'extension de la station d'épuration de la région de Bonneville, sur les communes de BONNEVILLE et SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY, concernés par l'autorisation unique, sont situés sur les parcelles et lieux-dits suivants :

Coordonnées Lambert 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)
962 422	6 559 343	BONNEVILLE SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY	Tucinge	n° 1 section AK commune de BONNEVILLE et n° 71, 73 et 75 section AA, commune de SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY

Les travaux sont les suivants : réhabilitation et extension de la station d'épuration de Bonneville, passant d'une capacité nominale de 23 500 à 53 200 équivalents-habitants (EH), mise en place d'un traitement de l'azote et du phosphore, déclaration de deux déversoirs d'orage.

L'agglomération d'assainissement de Bonneville comprend les zones desservies par le système de collecte des eaux usées des communes d'AYZE, BONNEVILLE, MONT-SAXONNEX, VOUGY et, en situation future, de BRISON.

Les travaux de réhabilitation/extension de la station d'épuration intercommunale de Bonneville, sur les communes de BONNEVILLE et SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY, concernés par l'autorisation unique, relèvent des rubriques suivantes, telles que définies au tableau mentionné à l'article R214-1 du code de l'environnement :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêté de prescriptions générales correspondant</i>
2110	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1° supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Autorisation	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015
2230-1°	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4130, 2110, 2120 et 2150 : 1°) Le flux total de pollution brute étant : a) supérieur ou égal au niveau de référence R 2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent : (A) b) compris entre les niveaux de référence R 1 et R 2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent : (D) 2°) Le produit de la concentration maximale d' <i>Escherichia coli</i> , par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D1332-1 et D1332-16 du code de la santé publique, étant : a) supérieur ou égal à 1011 E coli/j : (A) b) compris entre 1010 à 1011 E coli/j : (D)	Autorisation (1°a)	Pour le 1°b et le 2°b Arrêté ministériel du 27 juillet 2006



1110	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié
2120	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier : 1. supérieur à 600 kg de DBO5 (A) 2. supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015
2210	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2150 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2110 et 2120, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 1. supérieure ou égale à 10 000 m³/j ou à 25 % du débit moyen inter annuel du cours d'eau : (A) 2. supérieure à 2 000 m³/j ou à 5 % du débit moyen inter annuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m³/j et à 25 % du débit moyen inter annuel du cours d'eau : (D)	Déclaration	Néant
3220	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1. surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² : (A) 2. surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² : (D)	Déclaration	Arrêté du 13 février 2002 modifié

Les rubriques 2230-1° et 2210 concernent uniquement la phase "chantier" et le rejet des eaux usées d'exhaure (épuisement fonds de fouille et rabattement de nappes).

## **TITRE II - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A L'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES**

### **Article 4 : conditions techniques imposées à l'établissement et à l'usage des ouvrages**

#### **4.1 – Conformité au dossier déposé**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objet du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier d'autorisation sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

#### **4.2 – Descriptif du système d'assainissement des effluents**

##### **4.2.1 – Réception**

La nouvelle station d'épuration de Bonneville recevra les eaux usées des communes de BONNEVILLE, AYZE, VOUGY, MONT-SAXONNEX et, en situation future, BRISON.

Les eaux usées arriveront en tête de la nouvelle station après avoir été relevées et dégrillées grossièrement. Les eaux excédentaires seront acheminées, après dégrillage grossier, vers un bassin d'orage disposant d'un by-pass vers l'Arve (DO32 Mozart - X = 962 593 ; Y = 6 559 319 - Coordonnées Lambert 93).

La station d'épuration recevra également des matières de vidange de systèmes d'assainissement non-collectif et des matières de curage des réseaux d'assainissement.

#### **4.2.2 – Prétraitements**

Ils seront constitués :

- d'un dégrilleur grossier,
- d'un dégrilleur fin,
- d'un dessableur/dégraisieur.

#### **4.2.3 – Traitement primaire**

Une décantation lamellaire est retenue.

#### **4.2.4 – Traitement biologique**

Une filière de traitement biologique par boues activées faible charge avec déphosphatation physico-chimique partielle, zone de contact, dégazage et clarification est retenue (alternative possible : procédé à cultures fixées de type MBBR offrant les mêmes performances).

Le traitement biologique est conçu sur deux files identiques dimensionnées pour traiter chacune 50 % des charges prévues à l'horizon 2040.

Les installations de traitement d'eau et de traitement des boues à faible temps de séjour, surtout affectées par les pointes journalières de charges hydrauliques et polluantes, sont dimensionnées sur la base des charges nominales percentile 95 % (prétraitements, équipements d'aération, installations d'extraction et d'épaississement des boues). Les ouvrages de traitement biologique à long temps de séjour ainsi que les installations de digestion et de déshydratation des boues sont dimensionnés sur la base des charges percentile 80 %. Les installations de séchage des boues sont dimensionnées sur la base des charges moyennes à la mise en service (2020) et l'horizon 2040.

#### **4.2.5 – Rejet**

Les eaux usées traitées par la station d'épuration sont évacuées dans l'Arve (coordonnées Lambert 93 : X = 962 134 ; Y = 6 559 534).

#### **4.2.6 – Traitement des boues**

Il sera constitué :

- d'un épaississement statique pour les boues primaires,
- d'un épaississement dynamique des boues biologiques sur tables ou tambours d'égouttage,
- d'une digestion thermophile des boues et sous-produits provenant exclusivement de la station de traitement des eaux usées,
- d'une déshydratation par centrifugation (siccité : 25 %),
- d'un séchage (siccité : 90 %),
- d'un stockage de 300 m<sup>3</sup> minimum répartis dans au moins trois silos pour pouvoir gérer les éventuels lots non-conformes.

La filière d'évacuation sera l'épandage agricole et, en alternative, le compostage (filière de secours : incinération).

#### **4.2.7 – Traitement de l'air vicié : ventilation et désodorisation**

Une désodorisation de type lavage chimique "3 tours" sera mise en place (lavage acide, basique oxydant, basique réducteur) pour les équipements suivants :



- prétraitements,
- traitement et stockage des refus de dégrillage/tamisage, sables,
- fosse de réception des matières de vidange,
- épaisseur statique,
- ateliers d'épaississement et de déshydratation,
- atelier de séchage des boues (combustion en chaudière du gaz produit par digestion avec alimentation de l'unité de séchage des boues).

Pour les ouvrages d'entrée et de relevage, un équipement de traitement dédié de type tour "CAG" (charbon actif en grains) assurera la désodorisation.

#### 4-2-8 – Description du système de collecte

Le réseau de collecte des eaux usées compte environ 84 km de canalisations gravitaires sur AYZE, BONNEVILLE, MONT-SAXONNEX, VOUGY, séparatif à 96 % (+ 2 km de réseau de refoulement).

24 postes de refoulement et 6 déversoirs d'orage (tous sur BONNEVILLE) sont présents en plus de celui situé en entrée de station d'épuration.

Seuls deux déversoirs collectent une pollution supérieure à 200 EH (Bonneville "DO13-Finances" et Bonneville "TPPR25-Bouchet", les deux sur postes de refoulement).

#### 4.3 – Prescriptions applicables au système de collecte

##### 4.3.1 – Conception réalisation

Tout nouveau tronçon de réseau de collecte, toute extension, sera réalisé en système séparatif.

Les postes de relèvement doivent être conçus et exploités de façon à empêcher tout déversement vers le milieu naturel, avec un stockage de sécurité. Le délai de dépannage ne doit pas excéder 5 à 6 heures dans le cas d'usage aval piscicole ou de baignade.

##### 4.3.2 – Raccordements

Une copie des autorisations délivrées par le bénéficiaire concernant les déversements d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement, ainsi que leur modification, est transmise au service de police de l'eau.

##### 4-3-3 – Surveillance du système de collecte

Les déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier compris entre 12 et 600 kg de DBO5 (200 à 10 000 EH) sont soumis à déclaration.

Les deux déversoirs suivants sont concernés :

<i>Nom</i>	<i>X (Lambert 93)</i>	<i>Y (Lambert 93)</i>	<i>Pollution destinée à être collectée</i>	<i>Surveillance réglementaire (selon arrêté du 21/07/2015)</i>	<i>Milieu récepteur</i>	<i>Surveillance existante</i>
DO13 – Bonneville – Finances (sur PR)	962 973	6 559 053	271 EH	non	Arve	Oui par détection de surverse
TPPR25 – Bonneville – Bouchet (sur PR)	963 376	6 558 563	1 160 EH	non	Arve	Oui par sonde de niveau

Les déversoirs d'orage, postes de refoulement et dérivations éventuelles situés sur un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec  $> 120 \text{ kg/j}$  de DBO5 (2 000 EH), doivent faire l'objet d'une surveillance selon l'arrêté du 21 juillet 2015.

Aucun déversoir ne répond à cette définition sur l'agglomération d'assainissement de BONNEVILLE (hormis le déversoir de tête de station décrit dans le système de traitement des effluents). Cependant, la surveillance existante mise en place sur les déversoirs d'orage du réseau de collecte sera maintenue par le bénéficiaire.

#### **4.4 – Prescriptions applicables au système de traitement**

##### **4.4.1 – Conception et fiabilité du système de traitement**

Un groupe électrogène fuel est installé pour reprendre, en secours, les installations "gaz" devant être maintenues, les pré-traitements, le poste de relevage, la ventilation, l'onduleur (contrôle commande), une partie de l'éclairage.

Le bénéficiaire de l'autorisation mettra en place les installations de sécurité suivantes :

- détection de gaz ;
- inertage des boues en cas de surchauffe.

Il appliquera les dispositions indiquées dans l'analyse de défaillance fournie et relative à la station de traitement des eaux usées.

Un plan des ouvrages est établi par le bénéficiaire, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté.

Il comprend notamment :

- les réseaux de collecte ;
- les réseaux relatifs à la filière eau et à la filière boues (poste de relevage, regards, vannes) avec indication des recirculations et des retours en tête ;
- l'ensemble des ouvrages de traitement et leurs équipements (pompes, turbines, etc.) ;
- le(s) point(s) de rejet dans le(s) cours d'eau ;
- les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, échantillonneurs, débitmètres).

##### **4.4.2 – Prévention des nuisances**

###### **4.4.2.1 Nuisances sonores**

Les locaux affectés à l'implantation de machines bruyantes subissent un traitement approprié de manière à réduire les émissions sonores. La valeur d'émergence sonore mesurée en limite de propriété sera inférieure à 5 dB (A) en période diurne et à 3 dB (A) en période nocturne.

###### **4.4.2.2 Nuisances olfactives**

Les bâtiments regroupant les ouvrages de traitement des eaux et de traitement des boues visés à l'article 4.2.7 sont dotés d'un système de désodorisation de l'air ambiant qui est maintenu en dépression afin d'éviter les fuites vers l'extérieur.

###### **4.4.2.3 Stockages**

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à 100 % de la capacité du réservoir. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les stockages de déchets doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.



## **Article 5 : conditions techniques imposées au rejet**

### **5.1 – Conditions générales**

**pH** : le pH doit être compris entre 6 et 8,5.

**Température** : la température doit être inférieure à 25 °C.

**Couleur** : la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration du milieu récepteur.

**Substances capables d'entraîner la destruction du poisson** : l'effluent ne doit pas contenir de substances capables de gêner la reproduction du poisson ou de la faune benthique ou présenter un caractère létal à leur rencontre à 50 mètres du point de rejet.

**Odeur** : l'effluent ne doit dégager avant et après cinq jours d'incubation à 20 °C aucune odeur putride et ammoniacale.

### **5.2 – Conditions particulières**

**Valeurs et niveaux de performance de la station d'épuration pris en compte :**

**a) Débits pris en compte pour la population raccordée (53 200 EH) :**

	Unité	Débits
Débit de pointe temps pluie	m <sup>3</sup> /h	630
Débit de pointe temps sec	m <sup>3</sup> /h	410
Débit moyen	m <sup>3</sup> /h	235
Débit nominal temps sec	m <sup>3</sup> /j	5 640
Débit nominal tous temps	m <sup>3</sup> /j	7 570
Débit de référence	m <sup>3</sup> /j	Percentile 95 des débits arrivant à la STEU
QMNA5	m <sup>3</sup> /s	18

Tant que le débit de référence de la station de traitement des eaux usées n'est pas dépassé (conditions normales d'exploitation), les eaux acheminées à celui-ci doivent être traitées en respectant les valeurs limites de rejet figurant en d).

**b) Charges prises en compte**

Les charges retenues sont :

Paramètres	Charge unitaire théorique en g/EH/j	Charge totale à traiter en kg/j
DBO5	60	3 192
DCO	145	7 714
MES	81,2	4 321
NTK	12,73	677
PT	1,78	95



### c) Milieu récepteur

La charge de pollution retenue pour le milieu (Arve) à l'amont de la STEP est :

Paramètres	Unités en mg/l
DBO5	4,5
DCO	25
MES	37,5
NH4+	0,3
PT	0,125

### d) Valeurs limites du rejet

Le système de traitement doit être conçu pour assurer le traitement des effluents en respectant les valeurs limites en concentration ou en rendement figurant dans le tableau suivant.

**Concentration ou rendement épuratoire minimaux du rejet** (sur échantillon moyen journalier non-filtré, non-décanté) :

Paramètres	Unité	Concentration maximale (mg/l) en moyenne journalière	Rendement minimal (%) en moyenne journalière
DBO5	mg/l	25	80
DCO	mg/l	125	75
MES	mg/l	35	90
NH4 (*) (**)	mg/l	15	
PT(*)	mg/l	7	

(\*) exception pour ce paramètre : évaluation en moyenne annuelle.

(\*\*) Les échantillons utilisés pour le calcul de la moyenne annuelle sont prélevés lorsque la température de l'effluent dans le réacteur biologique est supérieure à 12°C.

### Article 6 : autres prescriptions

Le permissionnaire pourra être invité par les agents de l'administration à modifier les débits et les caractéristiques du rejet en fonction du débit du cours d'eau en période d'étiage naturel et par mesure de salubrité publique. Il ne pourra prétendre à aucune indemnité de ce chef.

Toute modification du traitement des effluents, tout changement aux ouvrages susceptibles d'augmenter le débit instantané maximum de déversement doit être, avant sa réalisation, portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police de l'eau.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

### Article 7 : moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle - Conduite des travaux

L'exploitant devra assurer le contrôle de son rejet et de l'impact de celui-ci sur le milieu récepteur, conformément au programme ci-après :



- les eaux usées feront l'objet d'analyses physico-chimiques avant et après traitement, à partir de prélèvements effectués sur une période de 24 heures conformément au tableau ci-dessous ;
- deux points de mesures doivent être aménagés dans les eaux du milieu récepteur, l'un en amont du rejet de la station de traitement des eaux usées, l'autre à son aval, à une distance telle de celui-ci que toutes mesures soient les plus représentatives possibles. L'aménagement de ces points de prélèvement est soumis à l'accord préalable du service chargé de la police de l'eau. Chacun de ces points fera l'objet d'une campagne d'analyses physico-chimiques par an sur des échantillons prélevés sur une période de 24 heures en périodes d'étiage. Les analyses afférentes seront effectuées par un laboratoire agréé. Tous les prélèvements devront être réalisés en corrélation avec le suivi d'auto-surveillance.

Les fréquences et les paramètres à doser sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Nombre de mesures par année		
	Effluents		Milieu naturel (amont et aval du rejet – à l'étiage hivernal)
	Amont traitement	Aval traitement	
Débit	Continu (365)	Continu (365)	1
pH	104	104	1
DBO5	52	52	1
DCO	104	104	1
MES	104	104	1
NTK	24	24	1
NH4	24	24	1
NO2	24	24	1
NO3	24	24	1
PT	24	24	1
T°		104	1
COT			1
Conductivité			1

Les quantités de boues produites et leur teneur en matières sèches feront l'objet de mesures suivant la fréquence minimale indiquée ci-après :

	Nombre de mesures par année
Quantité de matières sèches de boues produites	52 (quantité hebdomadaire)
Mesures de siccité	104

L'administration se réserve le droit de procéder à des vérifications inopinées supplémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et aux réglementations en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation et à la charge exclusive du bénéficiaire sans limitation.

Pour ce faire, l'exploitant doit, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expérience utiles et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires. Les mesures doivent pouvoir être faites dans de bonnes conditions de précision. L'accès aux points de mesure ou de prélèvement sur l'ouvrage d'évacuation doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

L'exploitant sera tenu d'adresser sous forme de bilan mensuel, au format SANDRE, au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, les résultats de l'autosurveillance prescrite.

Dans le cas de dépassement des seuils autorisés, la transmission des résultats sera immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.



### **Article 8 : règles de conformité**

La conformité de la station de traitement des eaux usées, par rapport aux valeurs limites de DBO5, DCO, MES, NH4 et PT, est appréciée en utilisant les règles suivantes :

Paramètres	Nature des mesures	Valeur rédhibitoire	Nombre maximal de mesures non-conformes
DBO5	Échantillon moyen journalier	50 mg/l	5
DCO	Échantillon moyen journalier	250 mg/l	9
MES	Échantillon moyen journalier	85 mg/l	9
NH4	Moyenne annuelle		
PT	Moyenne annuelle		

Les deux conditions suivantes doivent être simultanément respectées :

1 - les mesures doivent toujours être inférieures à la valeur rédhibitoire en concentration, sauf dans le cas :

- de précipitations inhabituelles occasionnant un débit supérieur au débit de référence ;
- d'opérations de maintenance programmées qui ont fait l'objet d'une déclaration au service de police de l'eau, et quand les prescriptions éventuelles de ce dernier ont été respectées ;
- de circonstances exceptionnelles telles qu'inondation, séisme, panne non directement liée à un défaut de conception ou d'entretien, rejet accidentel dans le réseau de substances chimiques, actes de malveillance ;

2 - les mesures doivent respecter soit la valeur limite en concentration, soit la valeur limite en rendement, avec un nombre maximum de mesures non-conformes figurant dans le tableau ci-dessus.

La conformité du système de collecte par temps de pluie est appréciée sur la base des prescriptions contenues dans l'arrêté préfectoral n° DDT-2016-1950 du 26 décembre 2016 (le bénéficiaire a retenu le critère du "volume" pour statuer sur la conformité du système de collecte par temps de pluie).

### **Article 9 : recherche et réduction des micro-polluants dans les eaux brutes et dans les eaux traitées de stations de traitement des eaux usées**

Les prescriptions contenues dans l'arrêté préfectoral n° DDT-2016-1950 du 26 décembre 2016 restent valables et complètent cette autorisation à l'exception de son article 2 modifié comme suit.

Le troisième alinéa mentionnant que "le débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche (QMNA<sub>5</sub>), à prendre en compte pour les calculs ci-dessus, est 19,2 m<sup>3</sup>/s" est remplacé par "le débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche (QMNA<sub>5</sub>), à prendre en compte pour les calculs ci-dessus, est 18 m<sup>3</sup>/s".

### **Article 10 : moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

#### ***En cas de pollution accidentelle***

En cas de pollution accidentelle, des opérations de pompage et de curage sont mises en œuvre. Des barrages flottants et des matériaux absorbants sont conservés sur le chantier afin de permettre au personnel compétent d'intervenir rapidement, selon le type de milieu pollué (sol ou eau). Le personnel est formé aux mesures d'intervention.



### *En cas de risque de crue*

Le bénéficiaire procède à la mise en sécurité du chantier en cas d'alerte météorologique quant à un risque de crue. Il procède notamment à la mise hors de champ d'inondation du matériel de chantier et à l'évacuation du personnel de chantier.

## **TITRE III – AUTRES PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

### **Article 11 : mesures d'évitement, de réduction, de compensation et suivi des incidences**

Les mesures d'évitement ou de réduction des incidences suivantes sont mises en œuvre :

- relatives à la nappe phréatique et aux sols :

- le radier des ouvrages enterrés est calé à - 0,5 m du toit de la nappe, hormis la fosse de relevage et les bassins d'aération et clarificateurs (limitation de l'interférence hydro-géodynamique) ;
- le stockage des réactifs est réalisé en containers disposant de rétentions en béton avec revêtement en résine ;

- relatives à la gestion des atmosphères explosives : les volumes de gaz stockés sont réduits au minimum nécessaire. Les dispositions applicables aux risques ATEX sont respectées. Un ou plusieurs explosimètres seront mis en place au niveau des zones à risque d'explosion. Une pré-étude de dangers est fournie par le constructeur et contrôlée par le maître d'œuvre ;

- maintien d'un libre accès aux services d'incendie et de secours ;

- relatives à l'usage agricole et à l'impact sur la ZNIEFF II existante : l'emprise du projet est limitée à 0,8 hectare ;

- relatives aux circulations : les horaires de circulation des camions sont restreints à un créneau horaire de 8 h 00-12 h 30 et 13 h 30-18 h 00 la semaine et 8 h 00-12 h 00 le samedi ;

- relatives à l'intégration paysagère : le bénéficiaire de l'autorisation globalisera la conception du paysage dans l'esprit de la végétation existante (haies paysagères avec utilisation d'espèces locales plutôt qu'alignement d'arbres en particulier) ;

- relatives aux voies de circulation modifiées : pour la circulation douce, une voie indépendante sur le côté Est de la rue des Ancolies est créée ;

- en phase chantier, les dispositions suivantes sont mises en place :

- balisage spécifique pour interdire tout accès aux secteurs limitrophes (ripisylve) du chantier qui présentent un intérêt écologique ;
- concernant le solidage géant ainsi que l'ambroisie, une suppression des pieds existants accompagnée de mesures de non-dissémination ;
- concernant des eaux d'épuisement des fouilles, installation de crépines filtrantes ou d'un bassin temporaire de décantation ;
- limitation des horaires de chantier à une tranche 8 h-18 h en semaine et rotations de camions de 7 h 30 à 18 h en cas d'opérations spécifiques bruyantes ou générant un trafic de poids lourds particulier nécessitant des horaires exceptionnels (coulage des radiers par exemple) : production de documents d'information (flyers...) et boitage préalable ;
- installations des installations bruyantes derrière des barrières acoustiques ;
- communication aux riverains lors des phases particulièrement bruyantes ;
- limitation de l'empoussièrément par arrosage, brumisation ou traitement des voies de circulation.

Les mesures de suivi des incidences suivantes sont mises en œuvre :

- conservation des éléments de preuve documentaire (photo, vidéos...) sur les mesures appliquées, en particulier en phase chantier ;

- concernant les horaires de circulation des camions : vérification statistique des bons de livraison ;

- concernant les espèces invasives : vérification par un écologue de l'absence d'introduction d'espèces invasives à l'issue du chantier.



**Article 12 : espèces invasives**

En complément des mesures prescrites à l'article précédent, le bénéficiaire de l'autorisation veillera à ne pas introduire d'espèces invasives et fera constater leur absence en fin de chantier.

**TITRE IV – DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES****Article 13 : prise d'effet - Durée de l'autorisation - Caractère de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée jusqu'au 31 décembre 2040. Elle cessera de plein droit à cette date si elle n'est pas renouvelée. Le bénéficiaire de l'autorisation qui souhaite obtenir le renouvellement de son autorisation adresse une demande au préfet dans un délai de deux ans au plus et de 6 mois au moins avant la date d'expiration.

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable, sans indemnité de l'État, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée.

**Article 14 : bénéficiaire de l'autorisation**

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article 19 du décret du 1er juillet 2014 susvisé.

**Article 15 : début et fin des travaux – Mise en service**

Le bénéficiaire informe le service de la police de l'eau, instructeur du présent dossier, du démarrage des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation, dans un délai d'au moins 15 jours précédant cette opération.

**Article 16 : déclaration des incidents ou accidents**

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

**Article 17 : remise en état des lieux**

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire, remet le site dans un état tel qu'aucune atteinte ne puisse être portée aux intérêts protégés mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée. Il informe le préfet de la cessation de l'activité et des mesures prises. Le préfet peut à tout moment lui imposer des prescriptions pour la remise en état du site.



La déclaration d'arrêté d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article 3 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée, et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

#### **Article 18 : accès aux installations et exercice des missions de police**

Les agents en charge de mission de contrôle, au titre du code de l'environnement et du code forestier, ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article 8 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Par ailleurs, si nécessaire, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens de transport permettant d'accéder aux secteurs de travaux, aux installations et aux ouvrages.

#### **Article 19 : droits des tiers**

Les droits des tiers sont expressément réservés.

#### **Article 20 : autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

### **TITRE V - DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 21 : publication et information des tiers**

En application du 2° du I de l'article 24 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 2014 susvisé et, le cas échéant, de l'article R214-19 du code de l'environnement :

- la présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie dans un délai de 15 jours à compter de l'adoption de la décision ;
- un extrait de la présente autorisation, indiquant notamment les motifs qui l'ont fondée, ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette opération est soumise, est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans chacune des mairies consultées ;
- un dossier sur l'opération autorisée est mis à la disposition du public à la préfecture de la Haute-Savoie et à la mairie de BONNEVILLE pendant deux mois à compter de la publication du présent arrêté ;
- un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation est publié par le préfet, aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux diffusés dans le département de la Haute-Savoie ;
- la présente autorisation est mise à disposition du public par publication sur le site Internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée d'au moins 1 an.

La présente autorisation fera l'objet d'un affichage par les soins du bénéficiaire sur le terrain où se situe l'opération, objet de cette autorisation, de manière visible de l'extérieur. Cet affichage a lieu dans les quinze (15) jours à compter de la publication du présent arrêté, et sera maintenu durant toute la période des travaux.

Ces affichages et publications mentionnent l'obligation prévue au III de l'article 24 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 2014 susvisé, de notifier à peine d'irrecevabilité, tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision, et au bénéficiaire de la présente autorisation unique.

#### **Article 22 : voies et délais de recours**

I - Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, en application de l'article 24 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 2014 susvisé :



- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance précitée, dans un délai de deux mois, à compter de la dernière formalité accomplie.

**II -** Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I, les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service de l'installation ou de l'ouvrage ou du début des travaux ou de l'activité, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que l'installation, l'ouvrage, le travail ou l'activité présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance du 12 juin 2014 susvisée.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 2014 susvisé.

En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision. La date du dépôt de la réclamation à l'administration, constatée par tout moyen, doit être établie à l'appui de la requête.

**III -** En cas de recours contentieux à l'encontre d'une autorisation unique, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait intentier ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 15 jours francs à compter du dépôt du recours.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation, est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

### **Article 23 : exécution**

Mme la secrétaire générale de la préfecture, MM. le président de la Régie Intercommunale de Traitement des Eaux de Bonneville, les maires des communes de BONNEVILLE et SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée à :

- M. le sous-préfet de BONNEVILLE
- M. le délégué départemental Haute-Savoie de l'agence régionale de santé (ARS)
- M. le directeur de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse
- M. le directeur départemental de la cohésion sociale
- M. le chef du service départemental de l'AFB
- M. le président de la commission locale de l'eau du SAGE de l'Arve.

Le préfet

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

  
Florence GOUACHE



